



CHAPITRE 155

Loi des maîtres mécaniciens en tuyauterie

Interpré-
tation :

« minis-
tre » ;

« Corpo-
ration » ;

« con-
seil » ;

« membre
de la Cor-
poration » ;

« maître
mécani-
cien en
tuyaute-
rie » ;

1. Dans la présente loi, les mots et expressions suivants, à moins que ce ne soit incompatible avec le contexte, doivent être interprétés comme suit :

1 ° « ministre » désigne le ministre du travail de la province de Québec ;

2 ° « Corporation » signifie la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec ;

3 ° « conseil » signifie le conseil provincial d'administration de la Corporation ;

4 ° « membre de la Corporation » signifie une personne admise dans la Corporation conformément à la présente loi et aux règlements de la Corporation ;

5 ° « maître mécanicien en tuyauterie » signifie une personne qui :

a) fait affaires comme entrepreneur en installation de tuyauterie ;

b) s'oblige à exécuter ou à faire exécuter ou exécute comme tel et à son profit des travaux d'installation de tuyauterie, que ces travaux soient exécutés à titre onéreux ou gratuit, que la rémunération, s'il y en a une, soit à l'heure, à la journée ou à forfait, et que ces travaux soient faits en exécution d'une convention verbale ou écrite, expresse ou implicite ;

c) prépare des estimations, fait ou présente des soumissions, personnellement ou par personne interposée, dans le but d'exécuter, à son profit, de tels travaux ;

d) fait à ses frais mais exclusivement à son usage personnel et à celui du bureau des examinateurs des plans en vue d'obtenir et d'exécuter à son profit de tels travaux ;

CHAPTER 155

Master Pipe-Mechanics Act

Interpre-
tation :

1. In this act, the following words and expressions, unless such construction is incompatible with the context, shall be interpreted as follows :

(1) "Minister" designates the Minister of Labour of the Province of Quebec ;

(2) "Corporation" means the Corporation of Master Pipe-Mechanics of Quebec ;

(3) "council" means the provincial council of administration of the Corporation ;

(4) "member of the Corporation" means any person who is admitted to the Corporation in conformity with this act and the regulations of the Corporation ;

(5) "master pipe-mechanic" means any person who :

a) does business as a contractor for the installation of piping ;

b) undertakes to carry out, or to cause to be carried out or carries out as such and for his profit the work of installation of piping, whether such work is done for payment or free of charge, whether the remuneration, if any, is by the hour, by the day or for a lump sum, and whether such work is carried out under an oral or written, expressed or implied agreement ;

c) prepares estimates, makes or submits tenders, either personally or by a person interposed, with a view to carrying out such work for his profit ;

d) prepares plans at his expense, but solely for his own use and that of the board of examiners, with a view to obtaining and carrying out such work for his profit ;

e) emploie des apprentis ou des compagnons;

« installation de tuyauterie » ;
6° « installation de tuyauterie » signifie l'installation d'un, de plusieurs ou de tous les systèmes suivants, savoir:

a) les systèmes de chauffage utilisés pour la production de la force motrice ou la chaleur sous quelque forme que ce soit, dans toute bâtisse ou construction; ces systèmes comprenant entre autres les systèmes à eau chaude par gravité ou à circulation forcée et les systèmes à vapeur fonctionnant à haute ou basse pression ou à vide comprenant également tout système de combustion;

b) les systèmes de réfrigération destinés à rafraîchir l'air, à refroidir des substances ou à faire de la glace;

c) les systèmes de plomberie, dans toute bâtisse ou construction, comprenant la tuyauterie et tous les accessoires utilisés pour le drainage ou l'égouttement; pour l'arrière ventilation de siphons; pour l'alimentation de l'eau chaude ou froide; pour l'alimentation du gaz;

d) les systèmes de brûleurs à l'huile ou au gaz naturel mais non au gaz propane;

e) les systèmes d'arroseurs automatiques utilisés pour prévenir et combattre les incendies dans toute bâtisse ou construction.

L'expression « installation de tuyauterie » comprend de plus toute installation définie par le code de plomberie qu'applique le bureau des examinateurs.

« travaux d'installation de tuyauterie » ;
7° « travaux d'installation de tuyauterie » comprend les travaux d'installation, de réparation, de modification ou de réfection d'installations de tuyauterie;

« compagnon » ;
8° « compagnon » signifie une personne qui, étant reconnue comme tel par le bureau des examinateurs, loue à ce titre ses services pour effectuer des travaux d'installation de tuyauterie;

« apprenti » ;
9° « apprenti » désigne une personne qui, étant reconnue comme tel par le bureau des examinateurs, loue à ce titre ses services pour exécuter des travaux d'installations de tuyauterie;

« personne » ;
10° « personne » signifie tout individu ou toute association, société, compagnie ou corporation douée de la personnalité juridique;

« bureau des examinateurs » ;
11° « bureau des examinateurs » signifie le bureau des examinateurs établi en vertu

(e) employs apprentices or journeymen;

(6) "piping installation" means the installing of any or all of the following systems, to wit:

(a) heating systems used for producing motive power or heat in any form whatsoever, in any building or construction; such systems including among others gravity or forced hot water systems, and high, low or vacuum steam systems and likewise any firing system;

(b) refrigerating systems for cooling air, chilling substances or making ice;

(c) plumbing systems, in any building or construction, including piping and all accessories used for drainage or draining; for back air vent; for supplying hot or cold water or gas;

(d) oil or natural gas burner systems but not propane gas burner systems;

(e) automatic sprinkler systems utilized to prevent and fight fires in any building or construction.

The expression "piping installation" includes moreover any installation defined by the Plumbing Code applied by the board of examiners.

(7) "piping installation work" includes the work of installing, repairing, altering or renewing piping installations;

(8) "journeyman" means any person recognized as such by the board of examiners who leases his services as such to carry out piping installation work;

(9) "apprentice" means any person recognized as such by the board of examiners who leases his services as such to carry out piping installation work;

(10) "person" means any individual, association, partnership, company or corporation having legal status;

(11) "board of examiners" means the board of examiners appointed under sec-

de l'article 3 de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chap. 154);

« proprié-
taires
d'édifices
publics ».

12° « propriétaires d'édifices publics » signifie les particuliers, compagnies et corporations qui sont propriétaires, locataires ou possesseurs, à quelque titre que ce soit, d'un édifice public au sens de l'article 2 de la Loi de la sécurité dans les édifices publics (chap. 149) ou d'un établissement industriel visé par la Loi des établissements industriels et commerciaux (chap. 150), et leurs agents. 13 Geo. VI, c. 109, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 1.

tion 3 of the Pipe-Mechanics Act (Chap. 154);

(12) "owners of public buildings" means "owners of public buildings" persons, companies and corporations who are owners, tenants or occupants, under any title, of any public building within the meaning of section 2 of the Public Buildings Safety Act (Chap. 149) or of any industrial establishment contemplated by the Industrial and Commercial Establishments Act (Chap. 150), and their agents. 13 Geo. VI, c. 109, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 1.

Contrôle
des prix
etc., pro-
hibé.

2. Rien dans la présente loi n'autorise la Corporation à réglementer ou à contrôler les prix des marchandises servant aux installations de tuyauterie et ceux des contrats d'installation de tuyauterie, non plus que les conditions de paiement. 13 Geo. VI, c. 109, a. 18; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 5.

2. Nothing in this act authorizes the Corporation to regulate or control the prices of material for piping installations or those of piping installation contracts, or the conditions of payment. 13 Geo. VI, c. 109, s. 18; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 5.

Price con-
trol, etc.,
prohibi-
ted.

Constitu-
tion.

Nom.

3. La corporation est constituée sous le nom de « Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec » en français et de « Corporation of Master Pipe-Mechanics of Quebec » en anglais. 13 Geo. VI, c. 109, a. 3; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 1.

3. The corporation is constituted under the name of "Corporation of Master Pipe-Mechanics of Quebec" in English and "Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec" in French. 13 Geo. VI, c. 109, s. 3; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 1.

Incorpo-
ration.
Name.

Siège
social.

4. Le siège social de la Corporation sera en la cité de Québec ou à tout autre endroit de la province fixé par ses règlements après avis dans la *Gazette officielle de Québec*. 13 Geo. VI, c. 109, a. 4.

4. The corporate seat of the Corporation shall be in the city of Quebec or at any other place in the province established by its regulations after notice has been given in the *Quebec Official Gazette*. 13 Geo. VI, c. 109, s. 4.

Corporate
seat.

Membre.

5. Sera admise comme membre de la Corporation toute personne qui, y étant assujettie, se sera conformée entièrement aux dispositions de la loi et règlements concernant la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chap. 154) et en outre, se conformera aux conditions et dispositions de la présente loi et des règlements édictés par la Corporation. 13 Geo. VI, c. 109, a. 5.

5. Such persons shall be admitted as members of the Corporation who, being subject thereto, have conformed entirely with the provisions of the act and regulations concerning Pipe-Mechanics Act (Chap. 154) and, moreover who conform with the conditions and provisions of this act and the regulations enacted by the Corporation. 13 Geo. VI, c. 109, s. 5.

Member.

Durée.

6. Les membres de la Corporation seront membres tant et aussi longtemps qu'ils se conformeront à la présente loi et aux dispositions des règlements de la Corporation. 13 Geo. VI, c. 109, a. 6.

6. The members of the Corporation shall remain members as long as they comply with this act and the regulations of the Corporation. 13 Geo. VI, c. 109, s. 6.

Duration.

Non res-
ponsabi-
lité.

7. Aucun membre ne sera en aucune manière tenu ou obligé de payer aucune dette ou réclamation due par la Corporation au-delà du montant de sa souscription ou cotisation non payée. 13 Geo. VI, c. 109, a. 7.

7. No member shall in any manner be liable for, or bound to pay, any debt or claim due by the Corporation beyond the amount of his unpaid subscription or assessment. 13 Geo. VI, c. 109, s. 7. No liabi-
lity.

But.

8. Le but de la Corporation est d'augmenter la compétence et l'habileté de ses membres en vue d'assurer au public une plus grande sécurité et une meilleure protection au point de vue hygiène et santé, et réglementer leur discipline et leur conduite dans le métier, de faciliter et d'encourager leurs études, de leur permettre de discuter des questions les intéressant, de définir d'une façon plus précise les qualités requises pour devenir maître mécanicien en tuyauterie, ainsi que les obligations et responsabilités de ce métier, enfin de rendre en général à ses membres tous les services dont ils peuvent avoir besoin. 13 Geo. VI, c. 109, a. 8; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 2.

8. The objects of the Corporation are to increase the proficiency and ability of its members so as to assure to the public greater security and protection with respect to health and hygiene to regulate their discipline and professional conduct, to facilitate and promote their studies, and to give them an opportunity of discussing their interests, to define more precisely the qualifications required to become a master pipe-mechanic, as well as the obligations and responsibilities of the trade, and finally to render its members generally all the services they may need. 13 Geo. VI, c. 109, s. 8; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 2. Objects.

9. La Corporation possède tous les pouvoirs nécessaires pour atteindre ses fins et plus généralement ceux qui peuvent être exercés par les corporations ordinaires et, sans aucunement limiter les termes généraux du présent article, elle pourra:

9. The Corporation shall possess all the powers required to attain its objects and more generally those which may be exercised by ordinary corporations, and, without in any manner limiting the generality of the terms of this section, it may: Powers.

a) Ester en justice;

(a) Appear before the courts as plaintiff or defendant;

Pouvoirs.

b) Acquérir et posséder tous biens meubles;

(b) Acquire and possess any moveable property;

c) Acquérir et posséder des biens immobiliers dans la province de Québec;

(c) Acquire and possess immovable properties in the Province of Quebec;

d) Administrer, vendre, louer, échanger, céder tout ou partie de ses biens ou autrement en disposer;

(d) Administer, sell, rent, exchange, assign, all or part of its property or otherwise dispose of it;

e) Contracter des engagements ainsi qu'emprunter sur le crédit de la corporation et pour assurer, hypothéquer, nantir et mettre en gage tout ou partie des biens de la corporation, présents ou futurs, soit par acte d'hypothèque ou par acte de fidéjussement ou de toute autre manière qu'elle jugera convenable. 13 Geo. VI, c. 109, a. 9.

(e) Undertake obligations as well as borrow on the credit of the corporation and, to secure the fulfilment of these obligations or the reimbursement of its loans, hypothecate, mortgage and pledge all or part of the property of the corporation, present or future, either by deed of hypothecation or by trust deed or in any other manner that it shall deem expedient. 13 Geo. VI, c. 109, s. 9.

Sections
spéciales.

10. Le conseil de la Corporation peut par règlement, établir des sections spéciales groupant ceux de ses membres qui détiennent un même type de licence déli-

10. The council of the Corporation may establish, by regulation, special sections grouping those of its members who hold the same type of licence issued by the Special
sections.

vrée par le bureau des examinateurs, définir le statut des membres de ces sections, leurs droits et obligations en tout ce qui concerne la Corporation et déterminer les conditions de leur admission dans la section.

Approba-
tion du rè-
glement.

Un tel règlement doit être approuvé à une assemblée générale des membres de la Corporation; il est ensuite publié dans la *Gazette officielle de Québec*, avec avis qu'à l'expiration des 30 jours suivant cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil. Il n'entre en vigueur qu'après semblable publication d'un avis de cette approbation.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

Les dispositions du paragraphe 4° de l'article 11 ne s'appliquent pas à un tel règlement. 13 Geo. VI, c. 109, a. 10; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 3.

Pouvoirs
du conseil.

11. Le conseil de la Corporation peut:

1° adopter, modifier et abroger des règlements concernant l'administration de la Corporation et la conduite de ses affaires à tous égards, la réalisation de ses objets et ses buts, l'exercice des droits et pouvoirs que la présente loi accorde à la Corporation, ainsi que des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) les conditions d'exercice de la profession;
- c) la qualification, la compétence, l'admission, la classification, la discipline, la suspension et l'expulsion des membres de la Corporation;
- d) l'examen d'admission dans la Corporation et celui du certificat de spécialisation;
- e) la cotisation annuelle, et les frais d'admission et d'examen;
- f) la convocation, la tenue, le quorum et la procédure des assemblées des membres de la Corporation, de celles du conseil et des comités de la Corporation et des sections;
- g) les indemnités et les allocations à accorder aux membres du conseil et aux officiers de la Corporation;
- h) la création, la composition et les fonctions de comités qui auront tous les droits et pouvoirs que le conseil leur aura délégués;

board of examiners, define the status of the members of such sections, their rights and obligations in all matters that concern the Corporation and determine the conditions of their admission to the section.

Approval
of regu-
lation.

Every such regulation must be approved at a general meeting of the members of the Corporation; it shall then be published in the *Quebec Official Gazette*, with a notice that on the expiry of 30 days following such publication, it will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval. It shall come into force only after similar publication of a notice of such approval.

The provisions of paragraph 4 of section 11 shall not apply to any such regulation. 13 Geo. VI, c. 109, s. 10; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 3.

Provisions
not to
apply.

11. The council of the Corporation may:

Powers of
council.

(1) make, amend and repeal regulations respecting the administration of the Corporation and the management of its affairs in all respects, the attainment of its objects and purposes, the exercise of the rights and powers granted by this act to the Corporation, as well as regulations respecting:

- (a) its internal management;
- (b) the conditions for carrying on the trade;
- (c) the qualification, competency, admission, classification, discipline, suspension and expulsion of the members of the Corporation;
- (d) the examination for admission to the Corporation and that for the certificate of specialization;
- (e) the annual assessment and the entrance and examination dues;
- (f) the calling, holding, quorum and procedure at meetings of the members of the Corporation, of the council and of committees of the Corporation and of sections;
- (g) the indemnities and allowances to be granted to the members of the council and to the officers of the Corporation;
- (h) the establishment, composition and duties of committees which shall have all the rights and powers delegated to them by the council;

i) la nomination, la destitution, la rémunération, les devoirs et pouvoirs des membres des comités créés par la Corporation;

2° diviser la province en sections pour les fins de l'application de la présente loi, créer pour chacune des sections un conseil de section, déterminer dans un règlement la désignation, la juridiction territoriale et la composition du conseil de section, le nombre et le mode d'élection de ses officiers et, en général, ses attributions et ses devoirs;

3° agir comme représentant de chacun ou d'un groupe de ses membres aux fins de négocier et signer en leur nom des conventions collectives de travail avec leurs employés, sous la réserve du droit de chacun des membres de former opposition en ce qui le concerne personnellement.

4° Les règlements adoptés par le conseil, à moins qu'ils n'aient été ratifiés dans l'intervalle à une assemblée générale des membres de la Corporation convoquée à cet effet, ne restent en vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des membres de la Corporation, alors qu'ils cessent de l'être à compter de la date de cette dernière assemblée, s'ils n'y sont ratifiés.

Une copie de chaque règlement doit être transmise sans délai par l'entremise du ministre au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut le désavouer dans un délai de six mois, et tout règlement ainsi désavoué devient nul et sans effet à compter de la date à laquelle la Corporation est avisée de ce désaveu.

5° Les règlements visés aux sous-paragraphes *b, c, d* et *e* du paragraphe 1° ou au paragraphe 2° sont soumis aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 10. 13 Geo. VI, c. 109, a. 11; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 4.

12. Les affaires de la Corporation seront administrées par un conseil d'administration appelé « Le conseil provincial d'administration », formé d'officiers et d'un certain nombre de membres de la corporation tel qu'il sera de temps à autre statué par les règlements de la corporation; les fonctions et les devoirs de ces officiers et membres ainsi que la date et le mode de leur élection ou dési-

(i) the appointment, dismissal, remuneration, duties and powers of the members of the committees established by the Corporation;

(2) divide the Province into sections for the purposes of the application of this act, establish a section council for each section, determine by regulation the designation, territorial jurisdiction and composition of the section council, the number and mode of election of its officers, and generally its functions and duties;

(3) act as the representative of any member or group of members, for the purpose of negotiating and signing on their behalf collective labour agreements with their employees, saving the right of each member to object with respect to whatever concerns him personally.

(4) The regulations made by the council, unless ratified in the meantime at a general meeting of the members of the Corporation called for that purpose, shall remain in force only until the next annual meeting of the members of the Corporation and shall cease to be in force from the date of such annual meeting, unless ratified thereat.

A copy of each regulation shall be transmitted without delay through the Minister to the Lieutenant-Governor in Council who may disallow it within a period of six months, and every regulation so disallowed shall become null and void from the date on which the Corporation is advised of such disallowance.

(5) The by-laws contemplated in subparagraphs *b, c, d* and *e* of paragraph 1 and in paragraph 2 shall be subject to the provisions of the second paragraph of section 10. 13 Geo. VI, c. 109, s. 11; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 4.

12. The business of the Corporation shall be administered by a council of administration called "The provincial council of administration" composed of officers and of a certain number of members of the corporation, as shall from time to time be determined by the regulations of the corporation; the functions and duties of these officers and members, as well as the date and manner of their elec-

Ratification des règlements.

Droit de désaveu.

Dispositions applicables.

Conseil provincial d'administration.

Ratification of regulations.

Right of disallowance.

Provisions to apply.

Provincial council of administration.

gnation seront fixés par les règlements; les vacances qui pourraient survenir dans le conseil par cause de mort ou autrement pourront être remplies par le conseil pour le reste de la durée des fonctions, mais ces règlements et leurs amendements n'auront force et effet qu'après avoir été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 13 Geo. VI, c. 109, a. 12.

tion or designation shall be determined by the regulations; the vacancies in office which may occur in the council by death or otherwise may be filled by the council for the balance of the term of office; but these regulations and amendments thereto shall have force and effect only after having been approved by the Lieutenant-Governor in Council. 13 Geo. VI, c. 109, s. 12.

Décisions
à la majori-
té.

13. Toutes les questions soumises aux assemblées de la Corporation, de même qu'aux assemblées du Conseil seront décidées à la majorité des votes, chaque membre de la Corporation ou du conseil ayant droit à un vote. 13 Geo. VI, c. 109, a. 14 (*partie*).

13. All questions submitted to meetings of the Corporation as well as to meetings of the council shall be decided by a majority of the votes cast, each member of the Corporation or of the council being entitled to one vote. 13 Geo. VI, c. 109, s. 14 (*part*). Decisions
by majori-
ty.

Vote
prépon-
dérant.

14. Au cas d'égalité, le président de l'assemblée ou du Conseil aura un vote prépondérant. 13 Geo. VI, c. 109, a. 14 (*partie*).

14. In the case of a tie, the president of the meeting or the council shall have a casting vote. 13 Geo. VI, c. 109, s. 14 (*part*). Casting
vote.

Excep-
tions.

15. La présente loi ne s'applique pas:
a) aux mines ni aux ateliers de traitement de minerais régis par la Loi des mines (chap. 89);

15. This act shall not apply:
(a) to mines or to ore processing plants governed by the Mining Act (Chap. 89);

Excep-
tions.

b) aux territoires non organisés ni aux municipalités dont la population ne dépasse pas 5,000 âmes, sauf celles où il existe un égout public;

(b) to unorganized territories or to municipalities whose population does not exceed 5,000 souls, except those where there is a public sewer;

c) aux propriétaires d'édifices publics pour les travaux de réfection, de modification ou de réparation exécutés dans leurs édifices par leurs employés ou apprentis réguliers;

(c) to the owners of public buildings for renewal, alteration or repair work carried out in their buildings by their regular employees or apprentices;

d) aux membres de la Corporation des maîtres électriciens du Québec pour les travaux de réparation et d'entretien des systèmes de brûleurs à l'huile;

(d) to the members of the Corporation of Master Electricians of Quebec for the repair and maintenance of oil burner systems;

e) aux municipalités ou agents de Sa Majesté du chef de la province pour les travaux d'installations de tuyauterie faits en régie;

(e) to municipalities or agents of Her Majesty in right of the Province for piping installation work done under government supervision;

f) aux travaux exécutés au site et aux fins de l'Exposition Internationale de 1967, à Montréal, pour le compte d'un pays autre que le Canada par des ressortissants de ce pays.

(f) to work done at the site and for the purposes of the International Exhibition of 1967, at Montreal, on behalf of a country other than Canada by nationals of such country.

Restric-
tions du
droit à
l'exercice
du métier.

Sous ces restrictions, nul ne pourra exercer le métier de maître mécanicien en tuyauterie à moins d'être membre en règle de la corporation. Cependant, nul ne contrevient à la présente loi en exéc-

Subject to those restrictions, nobody may practise the trade of master pipe-mechanic unless he is a member in good standing of the Corporation. Nevertheless, no one contravenes this act by carry- Right to
practise
restricted.

tant ou en faisant exécuter les travaux d'installation visés aux sous-paragraphes *b* et *e* du paragraphe 6° de l'article 1 de la présente loi, ou en faisant à l'égard de tels travaux les actes décrits aux sous-paragraphes *c*, *d* et *e* du paragraphe 5° dudit article 1. 13 Geo. VI, c. 109, a. 15; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 5.

ing out or causing to be carried out the installation work contemplated in sub-paragraphs *b* and *e* of paragraph 6 of section 1 of this act, or by doing with respect to such work the acts described in sub-paragraphs *c*, *d* and *e* of paragraph 5 of the said section 1. 13 Geo. VI, c. 109, s. 15; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 5.

Compagnie ou société.

16. Le maître mécanicien en tuyauterie a le droit d'exercer son métier par l'intermédiaire d'une compagnie, ou société, dont il fait partie; celle-ci a les mêmes droits et les mêmes obligations que s'il exerçait à titre personnel, pourvu qu'elle ait la licence requise par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chap. 154) et se conforme aux dispositions de la présente loi et des règlements de la Corporation. La compagnie ou société doit être membre de la Corporation, et, à ce titre, elle exerce le métier de maître mécanicien en tuyauterie. La Corporation ne peut exiger que la compagnie ou la société compte parmi ses actionnaires ou sociétaires d'autres mécaniciens en tuyauterie que celui qui l'a qualifiée pour l'obtention de la licence délivrée par le bureau des examinateurs et l'admission dans la Corporation.

16. A master pipe-mechanic shall have the right to carry on his trade through a company or partnership of which he is a member; the company or partnership shall have the same rights and obligations as if he were acting individually, provided that it holds the licence required by the Pipe-Mechanics Act (Chap. 154) and complies with the provisions of this act and the regulations of the Corporation. The company or partnership must be a member of the Corporation and, as such shall carry on the trade of master pipe-mechanic. The Corporation cannot require the company or partnership to have among its shareholders or members any other pipe-mechanic than the one who qualified it for the license issued by the board of examiners and for membership in the Corporation.

Company or partnership.

Prête-nom interdit.

Il est interdit à un membre de la Corporation de servir de prête-nom à une personne qui ne l'est pas. 13 Geo. VI, c. 109, a. 16; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 5.

No member of the Corporation shall act as a prête-nom for a person who is not a member. 13 Geo. VI, c. 109, s. 16; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 5.

Prête-nom forbidden.

Usage exclusif de titre.

17. Seuls les membres de la Corporation peuvent, sous réserve de ses règlements, prendre, porter, employer ou utiliser le titre de « maître mécanicien en tuyauterie », « maître en plomberie », « maître en chauffage », ou une abréviation de ces titres. 13 Geo. VI, c. 109, a. 17; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 5.

17. Only members of the Corporation may, subject to its regulations, take, make use of, or use or avail themselves of the name "master pipe-mechanic", "master plumber", "master heating-mechanic", or any abbreviation of such titles. 13 Geo. VI, c. 109, s. 17; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 5.

Use of certain titles restricted.

Installation de tuyauterie.

18. La présente loi ne doit pas être interprétée de façon à permettre à un membre de la Corporation d'effectuer une installation de tuyauterie en dérogation à la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chap. 154) ou aux règlements adoptés en vertu de cette loi. 13 Geo. VI, c. 109, a. 17a; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 5.

18. This act must not be so construed as to permit a member of the Corporation to carry out piping installations contrary to the Pipe-Mechanics Act (Chap. 154) or the regulations made thereunder. 13 Geo. VI, c. 109, s. 17a; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 5.

Piping installations.

Actes dérogatoires.

19. Sont déclarés dérogatoires à l'honneur du métier les actes suivants, mais non limitativement:

19. The following, among others, are declared to be derogatory to the honour of the trade:

Acts derogatory.

1° Le fait d'avoir été convaincu devant un tribunal compétent de contraventions et infractions aux prescriptions de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (chap. 154) et règlements adoptés sous son empire, de la Loi des appareils sous pression (chap. 156), et ce sur poursuite du bureau des examinateurs constitués par chacune desdites lois respectives;

2° Le fait de frauder en connaissance de cause un client dans l'exécution d'un ouvrage ou d'un contrat. 13 Geo. VI, c. 109, a. 19.

Infractions et peines.

20. Toute personne qui, n'étant pas membre de la corporation, en règle avec ces règlements:

a) exerce dans la province de Québec comme maître mécanicien en tuyauterie;

b) contrevient à la présente loi;

c) laisse entendre, fait présumer ou croire, alors que ce n'est pas vrai, grâce à un titre où à une qualité qu'elle utilise ou grâce à des lettres ou signes dont elle fait précéder ou suivre son nom, ou par tout autre moyen, qu'elle a le droit d'exercer le métier de maître mécanicien en tuyauterie, ou usurpe l'un des titres réservés aux membres de la Corporation, commet une infraction à la présente loi et encourt une amende de cent à deux cents dollars pour une première infraction, et de deux cents à mille dollars pour toute récidive dans les deux ans. 13 Geo. VI, c. 109, a. 20; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 6.

Amendes.

21. Les amendes imposées par la présente loi ou par les règlements que la Corporation est autorisée à adopter appartiennent à la Corporation et peuvent être poursuivies par elle devant tout juge de paix ou devant un juge des sessions ou devant une Cour de magistrat en matière civile ayant juridiction dans la localité où l'offense a été commise ou dans la localité où la sommation ou la plainte est signifiée.

Délai.

Ces actions ou poursuites peuvent être intentées dans les deux ans qui suivent l'infraction. 13 Geo. VI, c. 109, a. 21; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 7.

Droits sauvegardés.

22. La présente loi ne porte pas atteinte aux droits et privilèges conférés

(1) Being found guilty by a court of competent jurisdiction of violations and infractions of the provisions of the Pipe-Mechanics Acts (Chap. 154) and the regulations adopted thereunder, the Pressure Vessels Act (Chap. 156) upon prosecution brought by the board of examiners set up under these acts;

(2) With full knowledge of the facts, deceiving his client in the execution of a piece of work or contract. 13 Geo. VI, c. 109, s. 19.

20. Any person who, not being a member in good standing of the Corporation, ^{Offences and penalties.}

(a) carries on business in the Province of Quebec as a master pipe-mechanic;

(b) infringes this act;

(c) permits it to be understood, or causes it to be presumed or believed, when it is not true, either by a title or by a capacity which he assumes, or by placing letters or signs before or after his name, or by any other means, that he has the right to carry on the trade of a master pipe-mechanic, or usurps any of the titles reserved for members of the Corporation, commits an infraction of this act and is liable to a fine of one hundred to two hundred dollars for a first offence, and of two hundred to one thousand dollars for each subsequent offence within two years. 13 Geo. VI, c. 109, s. 20; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 6.

21. The fines imposed under this act ^{Fines.} or under the regulations which the Corporation is authorized to adopt belong to the Corporation and may be prosecuted by the latter, before any Justice of the Peace or before a judge of the Sessions or before the Magistrate's Court in civil matters with jurisdiction in the locality where the offence was committed or in the locality where the summons or complaint was served.

Such actions or proceedings may be ^{Delay.} instituted within two years after the offence. 13 Geo. VI, c. 109, s. 21; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 7.

22. This act shall not affect the rights ^{Rights safe-guarded.} and privileges of

a) à la Corporation des ingénieurs du Québec et à ses membres, en vertu de la Loi des ingénieurs (chap. 262);

b) à l'Association des architectes de la province de Québec et à ses membres, en vertu de la Loi des architectes (chap. 261);

c) aux membres de la Corporation des techniciens professionnels de la province de Québec.

Idem.

De plus, rien dans la présente loi n'empêche un technicien diplômé d'effectuer un travail en vertu de la formation qui lui est donnée dans les écoles techniques régies par la Loi de l'enseignement spécialisé (chap. 242). 13 Geo. VI, c. 109, a. 22; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 8.

(a) the Corporation of Engineers of Quebec and its members under the Engineers Act (Chap. 262);

(b) the Province of Quebec Association of Architects and its members under the Architects Act (Chap. 261);

(c) the members of the Corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec.

Furthermore, nothing in this act shall prevent a certified technician from doing any work by virtue of the training given him in the technical schools governed by the Specialized Schools Act (Chap. 242). 13 Geo. VI, c. 109, s. 22; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 8.

BUREAU DES SOUMISSIONS

BID DEPOSITORY

Entente.

23. Le conseil peut conclure une entente avec une chambre de construction ou un fiduciaire pour l'établissement d'un bureau de soumissions déposées relatives à certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé.

Actes dérogatoires à l'honneur du métier.

À compter de l'entrée en vigueur d'une telle entente, aucun membre ne peut, sans se rendre coupable d'un acte dérogatoire à l'honneur du métier et être passible des peines disciplinaires prévues par la présente loi et les règlements, sous réserve de tous recours civils qui peuvent naître de telles infractions:

a) soumissionner de quelque manière pour l'exécution des travaux compris dans les catégories définies par une entente autrement que de la façon qu'elle prescrit;

b) contracter pour l'exécution de tels travaux autrement qu'aux prix et conditions de sa soumission déposée suivant cette entente;

c) accorder quelque réduction sur le prix de sa soumission ou verser quelque commission, ristourne, participation ou autre avantage ayant pour effet d'en réduire le prix véritable;

d) chercher à obtenir des renseignements sur une soumission avant qu'elle ne soit ouverte. 13 Geo. VI, c. 109, a. 23; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 9.

23. The council may make an agreement with a builders' association or a fiduciary for the establishment of a bid depository for tenders submitted respecting certain categories of work in a given territory.

Agreement.

After such an agreement comes into force, no member may, without being guilty of an act derogatory to the honour of the trade and liable to the disciplinary penalties provided by this act and the regulations, subject to any civil recourse which may arise from such offences:

Breach of agreement derogatory act.

(a) tender in any manner for the carrying out of work included in the categories defined by any agreement, otherwise than in the manner which it prescribes;

(b) contract for the carrying out of such work otherwise than at the price and upon the conditions of his tender submitted in accordance with such agreement;

(c) grant any reduction in the price of his tender or pay any commission, rebate, participation or other advantage having the effect of reducing the true price;

(d) endeavour to obtain information respecting a tender before it is opened. 13 Geo. VI, c. 109, s. 23; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 9.

Contenu de l'entente.

24. Le conseil peut inclure dans l'entente toute stipulation aux fins:

24. The council may include in the agreement any provision to:

Contents of agreement.

a) de délimiter le champ d'application de l'entente;

b) d'établir un ou plusieurs bureaux de soumissions;

c) de réglementer la régie interne et l'administration des bureaux de soumissions;

d) de constituer des comités et les charger d'administrer les bureaux de soumissions et d'assurer l'application de l'entente, ou leur confier toute autre tâche se rapportant aux soumissions;

e) de réglementer toutes les matières touchant à ces comités, telles que le nombre et la nomination des membres, leur remplacement, la rémunération ou l'indemnité qu'ils toucheront, le droit des comités de louer les services d'employés, d'experts et de conseillers, leur régie interne et, en général, l'administration des bureaux de soumissions;

f) de fixer la contribution exigible du soumissionnaire dont la soumission a été acceptée et le coût des pièces, documents ou services fournis par le bureau des soumissions;

g) de réglementer tout ce qui touche à l'argent provenant de l'application de l'entente, comme la perception, la garde, le dépôt, l'emploi pendant la durée de l'entente et le partage de l'argent à la fin de l'entente ainsi que les réserves nécessaires au bon fonctionnement du bureau;

h) de s'assurer contre les risques que comporte l'activité du bureau des soumissions;

i) de décider, dans le cas où les plans et devis ont été modifiés, les conditions et formalités des nouvelles soumissions;

j) de réglementer les modalités et les formalités des soumissions et la procédure à suivre en ces matières;

k) de déterminer les attributions du dépositaire des soumissions, ses droits et obligations, et le chiffre de sa rémunération;

l) de prendre, dans le cadre des pouvoirs conférés à la Corporation toute décision qui permette d'atteindre les fins de l'entente. 13 Geo. VI, c. 109, a. 24; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 9.

(a) determine the field of application of the agreement;

(b) establish one or more bid depositories;

(c) regulate the internal management and administration of bid depositories;

(d) establish committees and authorize them to manage bid depositories and to ensure the application of the agreement, or assign to them any other duty in connection with tenders;

(e) regulate all matters relating to such committees, such as the number and appointment of members, their replacement, the remuneration or indemnity that they shall receive, the right of committees to engage employees, experts and advisers, their internal management and the management of bid depositories generally;

(f) fix the assessment payable by the tenderer whose tender has been accepted and the cost of the exhibits, documents or services furnished by the bid depository;

(g) regulate everything relating to the money arising from the carrying out of the agreement, such as the collection, safe-keeping, deposit, use during the term of the agreement, and the division of the money at the end of the agreement, as well as the reserves necessary for the proper functioning of the bid depository;

(h) insure itself against the risks arising from the operation of the bid depository;

(i) decide, when the plans and specifications have been changed, on the conditions and formalities of new tenders;

(j) regulate the clauses and formalities of tenders and the procedure to be followed in such matters;

(k) determine the duties of the depository of tenders, his rights and obligations and the amount of his remuneration;

(l) make, within the scope of the powers of the Corporation, any decision to further the achievement of the purposes of the agreement. 13 Geo. VI, c. 109, s. 24; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 9.

Services à
d'autres
profes-
sions, etc.

25. Les parties à l'entente peuvent autoriser le bureau de soumissions à

25. The parties to the agreement may authorize the bid depository to

Services
to other
trades,
etc.

rendre, aux conditions qu'elles ont arrêtées, les mêmes services à des personnes exerçant une autre profession ou un autre métier. 13 Geo. VI, c. 109, a. 25; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 9.

furnish, on such conditions as they have decided, the same services to persons exercising another calling or carrying on another trade. 13 Geo. VI, c. 109, s. 25; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 9.

Ententes autorisées.

26. La Corporation peut, aux fins de l'article 25, faire des ententes avec des groupes, associations ou compagnies. 13 Geo. VI, c. 109, a. 26; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 9.

26. For the purposes of section 25, the Corporation may make agreements with groups, associations or companies. 13 Geo. VI, c. 109, s. 26; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 9. Agreements authorized.

Infraction et peine.

27. Toute personne qui a obtenu, en contravention des dispositions de l'entente, un contrat d'exécution de travaux qui tombent dans l'une ou l'autre des catégories de travaux mentionnés à l'entente, commet une infraction à la présente loi et encourt une amende égale à 5% du prix du contrat.

27. Every person who has obtained, contrary to the provisions of the agreement, a contract to carry out work falling within any category mentioned in the agreement commits an infraction of this act and is liable to a fine equal to 5% of the contract price. Offence and penalty.

Recouvrement de l'amende.

L'amende est recouvrable sur poursuite intentée selon l'article 28, cependant, la condamnation à l'amende ne peut être prononcée qu'à l'exclusion de toute autre peine ou poursuite. 13 Geo. VI, c. 109, a. 27; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 9.

The fine shall be recoverable upon an action instituted in accordance with section 28, but the fine cannot be imposed except to the exclusion of any other penalty or proceeding. 13 Geo. VI, c. 109, s. 27; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 9. Recovery of fine.

Jurisdiction.

28. La poursuite en vertu de l'article 27 est de la compétence de la Cour de magistrat ou de la Cour supérieure, selon le montant de l'amende.

28. Proceedings under section 27 shall be within the competence of the Magistrate's Court or of the Superior Court, according to the amount of the fine. Jurisdiction.

Procédure.

La procédure prescrite au Code de procédure civile pour les matières sommaires s'applique.

The procedure prescribed by the Code of Civil Procedure for summary matters shall apply. Procedure.

District judiciaire.

L'action doit être prise dans le district judiciaire où l'infraction a été commise, ou dans celui où se trouve le bureau des soumissions, ou dans celui où le défendeur a son domicile.

The action shall be taken in the judicial district where the offence was committed, or in that where the bid depository is located, or in that in which the defendant is domiciled. Judicial district.

Délai.

Elle peut être intentée dans les deux ans qui suivent le jour où la cause d'action a pris naissance.

It may be commenced within two years after the day when the cause of action arose. Delay.

Appel.

Il y a appel dans tous les cas à la Cour du banc de la reine. 13 Geo. VI, c. 109, a. 28; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 9.

In all cases an appeal shall lie to the Court of Queen's Bench. 13 Geo. VI, c. 109, s. 28; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 9. Appeal.

Exemplaire au lieutenant-gouverneur en conseil.

29. Un exemplaire de chaque entente doit être remis sans délai au lieutenant-gouverneur en conseil par l'intermédiaire du ministre. 13 Geo. VI, c. 109, a. 29; 12-13 Eliz. II, c. 48, a. 9.

29. A copy of each agreement shall be forwarded forthwith to the Lieutenant-Governor in Council through the Minister. 13 Geo. VI, c. 109, s. 29; 12-13 Eliz. II, c. 48, s. 9. Copy to Lt.-Gov. in C.